

Les profs du Cégep manifestent bruyamment

CHLOÉ COTNOIR

ccotnoir@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Comme promis, les professeurs du Cégep de Sherbrooke ont entrepris de se faire entendre afin de protester contre le non-respect d'ententes intervenues sous l'ancien gouvernement. Hier avant-midi, environ 40 membres du Syndicat du personnel enseignant du Cégep de Sherbrooke (SPECS) ont tenu une manifestation « bruyante » devant le pavillon 5. Les manifestants étaient armés de sifflets et flûtes, en plus de pancartes réclamant le respect de l'entente signée.

Ils ont bruyamment pénétré dans le Cégep afin d'aller porter une lettre à la directrice générale du Cégep de Sherbrooke, Marie-France Bélanger. « Comme Mme Bélanger est en contact avec Jean Beauchesne, président-directeur général de la Fédération des cégeps, nous espérons qu'elle rappellera à la Fédération qu'elle doit respecter l'entente signée. Mais on sait déjà que la Fédération n'est plus une

alliée puisqu'elle a fait des propositions d'ouverture de nos conventions collectives au gouvernement afin d'éponger les coûts de la grève. C'est tout simplement inacceptable », souligne Steve McKay, président du SPECS-CSN.

Il s'agissait de la première manifestation des professeurs du Cégep. Si le gouvernement ne corrige pas la situation, les membres du SPECS ont prévu une manifestation par semaine jusqu'au 1^{er} mars. « Il y a un regroupement prévu le 1^{er} mars où tous les représentants des syndicats des différents cégeps seront présents. Si rien ne change, il sera question de moyens de pression plus intenses, dont l'arrêt de travail », soutient M. McKay. Afin de faire pression, les enseignants boycottent actuellement les comités en dehors de leurs heures de cours.

Une manifestation prise à la légère

Du côté du Cégep, on affirme prendre cette première manifestation à la légère. « Ils n'ont pas perturbé les activités d'enseignement alors on prend cela avec un grain de sel. Pour le



IMACOM, JESSICA GARNEAU

Les professeurs du Cégep de Sherbrooke ont organisé leur première manifestation hier avant-midi contre la décision du gouvernement de Québec de ne plus assumer les coûts liés à la grève étudiante du printemps dernier.

moment, il n'est pas question d'un arrêt de travail. Si jamais la situation change, on avisera

en temps et lieu. Des coupures, ça fait toujours mal et le gouvernement est sensible à nos

demandes, mais il doit également faire face à la réalité budgétaire », explique Marie-France Bélanger.

M. McKay et Mme Bélanger risquent de se retrouver bientôt alors qu'une seconde manifestation est à l'agenda des membres du SPECS-CSN. « On se reverra mercredi prochain si rien ne change, Mme Bélanger, c'est un rendez-vous », a lancé le président du syndicat comme clôture de discours.

Rappelons que dans le cadre des ententes qui sont intervenues sous l'ancien gouvernement, Québec assumait les coûts liés à la grève. Or, le gouvernement Marois a fait savoir qu'il n'épongerait pas entièrement la facture, qui s'élève à environ 30 M\$. « Si on avait décidé d'appliquer de façon intégrale notre convention collective, ça aurait coûté sept fois plus cher », affirme M. McKay. « On demande le respect de cette entente-là. Deuxièmement, il s'agit de coupures dans les budgets, ce qui veut dire des plus grosses classes et moins de services pour les étudiants. »